

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-26-014

**édicte des mesures conservatoires,
ordonnant le paiement d'une astreinte administrative journalière
et portant consignation de somme**

Société SCAPNOR

à BRUYÈRES-SUR-OISE

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 110-1, L. 171-7, L. 171-8, L. 511-1 et R. 411-6 à R. 411-14 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu le décret du Président de la République du 27 mars 2025 nommant M. Félix MEYSEN, en qualité de secrétaire général adjoint de la Préfecture du Val-d'Oise, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet du Val-d'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 janvier 1982 modifié fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Île-de-France complétant la liste nationale ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juillet 1993 modifié relatif à la liste des insectes protégés en région Île-de-France complétant la liste nationale ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 autorisant la société SCAPNOR à exploiter un entrepôt de stockage de produits combustibles sur le territoire de la commune de BRUYÈRES-SUR-OISE – ZAE – Chemin du Bac des Aubins ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-23-087 du 27 juillet 2023 mettant en demeure la société SCAPNOR, implantée ZAE - Chemin du Bac des Aubins à BRUYÈRES-SUR-OISE, de régulariser sa situation administrative en déposant soit un dossier de demande de dérogation espèces protégées, soit un projet de remise en état du site ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-017 du 31 mars 2025 donnant délégation de signature à M. Félix MEYSEN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet du Val-d'Oise, secrétaire général adjoint de la préfecture du Val-d'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 26-018 du 23 février 2026 modifiant l'arrêté préfectoral n° 25-043 du 16 juin 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu le rapport du 8 juin 2023 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) – unité départementale du Val-d'Oise, établi suite à la visite d'inspection réalisée le 9 mai 2023 sur le site exploité par la société SCAPNOR à BRUYÈRES-SUR-OISE ;

Vu le courrier du 29 juin 2023 de la société SCAPNOR émettant des observations suite à la transmission du rapport d'inspection du 8 juin 2023 susvisé ;

Vu le dossier de la société SCAPNOR porté à la connaissance de l'inspection des installations classées en février 2025, comprenant notamment une étude « *Habitats naturels flore et faune, délimitation de zones humides* » de 159 pages et diligentée par le bureau d'études Aliséa ;

Vu le courriel du 23 octobre 2025 de la société SCAPNOR transmis à l'inspection des installations classées suite à une visite d'inspection réalisée le 15 octobre 2025 sur le site exploité par la société SCAPNOR à BRUYÈRES-SUR-OISE ;

Vu le devis transmis par le bureau d'études ECOSPHERE le 28 novembre 2025 et sollicité par l'inspection des installations classées pour chiffrer la mise en œuvre d'une mesure compensatoire ;

Vu la carte d'enveloppe d'alerte Zone Humide établie par la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et renseignée dans l'étude d'Aliséa susvisée ;

Vu le rapport du 22 décembre 2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) – unité départementale du Val-d'Oise, établi suite à la visite d'inspection réalisée le 15 octobre 2025 sur le site exploité par la société SCAPNOR à BRUYÈRES-SUR-OISE ;

Vu le courrier du 22 décembre 2025 adressé à la société SCAPNOR par l'inspection des installations classées lui transmettant le rapport du 22 décembre 2025 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6, L. 1781-8 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations ;

Considérant que le délai laissé à la société SCAPNOR s'est écoulé sans observation de sa part ;

Considérant que l'absence de dépôt d'un dossier de dérogation espèces protégées constitue un défaut de titre d'autorisation au sens de l'article L. 171-7 du code de l'environnement ;

Considérant que la société SCAPNOR avait sollicité un délai d'un an pour se mettre en conformité dans son courrier du 29 juin 2023 faisant suite à la transmission du rapport d'inspection du 8 juin 2023 susvisé ;

Considérant que l'étude du bureau d'études Aliséa conclut que :

« Le projet, non soumis à évaluation environnementale, a été mis en œuvre au cours de l'année 2024, avant la réalisation d'un diagnostic écologique et d'une évaluation des incidences possibles sur la biodiversité.

Il apparaît par conséquent impossible d'appliquer pleinement la séquence Éviter, Réduire, Compenser.
Sur la base d'une analyse des photos aériennes préalables aux travaux, environ 11 ha de milieux naturels ont été supprimés en phase préparatoire (terrassements).

Après aménagements, environ 5 ha d'espaces verts seront créés. Ils ne seront toutefois pas fonctionnels avant plusieurs années.

La perte d'habitats naturels est donc estimée à environ 6 ha dans le secteur concerné par une continuité écologique.

« (...) Plusieurs mesures en faveur de la biodiversité seront mises en œuvre : plan de gestion écologique, création de pierriers/hibernaculums, installations de nichoirs et gîtes, adaptation de la physionomie d'un des bassins, aide à la recolonisation végétale, et adaptation de l'éclairage. » ;

Considérant que le dossier de la société SCAPNOR susvisé déposé en février 2025, réalisé par le bureau d'études Aliséa ne constitue pas un dossier de dérogation espèces protégées parachevé, ne permettant pas de lever l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 27 juillet 2023 susvisé ;

Considérant que les compléments transmis par courriel du 23 octobre 2025 par la société SCAPNOR suite à l'inspection du 15 octobre 2025 ne permettent pas de lever la mise en demeure ;

Considérant que l'exploitant poursuit l'exploitation de son installation sans avoir obtenu la dérogation espèces protégées conforme aux dispositions des articles R. 411-6 à R. 411-14 du code de l'environnement, en dépit de l'article L. 171-7 du code de l'environnement ;

Considérant que les non-conformités constatées sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que ces non-respects constituent des manquements caractérisés aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 27 juillet 2023 susvisé ;

Considérant que le dossier déposé le 11 mars 2025 nécessite des précisions quant aux mesures de réduction et d'accompagnement, dont les détails ont été apportés au rapport du 22 décembre 2025 susvisé, tel que :

1°) L'exploitant doit préciser la mesure de réduction (MR) de type R.220 « Gérer de manière écologique et adapter les habitats naturels recréés » qui est esquissée page 118 et 119 de l'étude Aliséa. Pour ces 5 ha d'espaces verts à recréer sur le site, la DRIEAT demande la transmission d'un plan de gestion écologique sur 30 ans, une estimation du coût de la mesure et le plan paysager précis des espaces végétalisés. La gestion des déchets (notamment mentionnés à la page 76 de l'étude Aliséa) sera également pris en compte.

2°) L'exploitant doit préciser ou fournir également les mesures d'accompagnement (MA) suivantes :

- le plan de gestion de la mesure A3a3 « Adaptation d'un des bassins de la gestion de l'eau » ;
- le nombre de nichoirs, le type et les zones d'implantation, en lien avec la mesure A3.a2 ;

Considérant l'existence d'un impact résiduel, en particulier en termes d'impact sur des milieux humides de type ripisylves / frênaies, après la mise en œuvre de la mesure de réduction MR1 ;

Considérant que l'article L. 110-1 du code de l'environnement dispose que le projet d'extension doit poursuivre : *« Le principe d'action préventive et de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable. Ce principe implique d'éviter les atteintes à la biodiversité et aux services qu'elle fournit ; à défaut, d'en réduire la portée ; enfin, en dernier lieu, de compenser les atteintes qui n'ont pu être évitées ni réduites, en tenant compte des espèces, des habitats naturels et des fonctions écologiques affectées ;*

Ce principe doit viser un objectif d'absence de perte nette de biodiversité, voire tendre vers un gain de biodiversité » ;

Considérant que l'absence de zone humide et sa délimitation spatiale, considérée comme probable sur le site par l'enveloppe d'alerte des zones humides de la DRIEAT, n'a pu être prouvée par l'étude ; que l'exploitant devra considérer alors dans son dossier l'hypothèse majorante et sa présence avérée et proposera une compensation adéquate pour cette zone humide ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'édicter des mesures conservatoires à la société SCAPNOR, à savoir :

- transmettre les précisions attendues concernant les mesures de réduction MR de type R.220 « Gérer de manière écologique et adapter les habitats naturels recréés » et d'accompagnement A3a3 « Adaptation d'un des bassins de la gestion de l'eau » et A3a2 « Installation de nichoirs pour l'avifaune et pour les chiroptères après travaux », conformément aux articles R. 411-6 à R. 411-14 du code de l'environnement ;
- transmettre la stratégie et le planning prévisionnel de mise en place des mesures de compensation sur 30 ans, conformément aux articles R. 411-6 à R. 411-14 du code de l'environnement ;

Considérant dès lors, qu'afin de garantir la complète exécution des mesures conservatoires, et en vertu du point 1° de l'article L. 171-7-I du code de l'environnement, il convient d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière applicable à partir du lendemain de la date de notification du présent arrêté, d'un montant de cinquante euros (50, 00 €) par jour pendant les 60 premiers jours, puis rehaussée à cent euros (100, 00 €) par jour ;

Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 juillet 2023 susvisé ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'obliger la société SCAPNOR, à s'acquitter, entre les mains du comptable public, du paiement d'une somme correspondant au montant des études, travaux et opérations à réaliser conformément aux dispositions de l'article L.171-8-II-1° du code de l'environnement ;

Considérant que les coûts des études, travaux et opérations à réaliser ont été estimés à partir de la fourchette basse du devis transmis par le bureau d'études ECOSPHERE susvisé, sollicité par l'inspection des installations classées par courriel du 3 novembre 2025 susvisé et comprenant les prestations suivantes :

- Coût estimé pour l'étude des sites de compensation potentiels : 10 000 €
- Coût estimé de la mise en œuvre des mesures du dossier de dérogation espèces protégées lors de la première année : 103 828 €

Considérant que le coût des autres prestations nécessaire au bon achèvement d'une mesure ERC : la gestion du site sur 30 ans, estimé à 245 823 € et le suivi des mesures de compensation du site sur 30 ans comprenant 8 passages par un bureau d'études, estimé à 136 000 € n'a pas été compris dans la somme à consigner ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Mesures conservatoires

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, la société SCAPNOR implantée sur le territoire de la commune de BRUYÈRES-SUR-OISE – ZAE – Chemin du Bac des Aubins, est tenue de respecter les mesures conservatoires suivantes dans un **délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, en :

- Transmettant les précisions attendues concernant les mesures de réduction MR de type R.220 « Gérer de manière écologique et adapter les habitats naturels recréés » et d'accompagnement A3a3 « Adaptation d'un des bassins de la gestion de l'eau » et A3a2 « Installation de nichoirs pour l'avifaune et pour les chiroptères après travaux », conformément aux articles R. 411-6 à R. 411-14 du code de l'environnement ;
- Transmettant la stratégie et le planning prévisionnel de mise en place des mesures de compensation sur 30 ans, conformément aux articles R. 411-6 à R. 411-14 du code de l'environnement.

Article 2 : Astreinte journalière

Conformément à l'article L.171-7-I-1° du code de l'environnement, et afin de garantir la complète exécution de cette mesure conservatoire, la société SCAPNOR implantée sur le territoire de la commune de BRUYÈRES-SUR-OISE – ZAE – Chemin du Bac des Aubins, est rendue redevable d'une astreinte administrative d'un montant journalier de cinquante euros (50,00 €) pendant les 60 premiers jours, puis rehaussée à cent euros (100,00 €) par jour, jusqu'à satisfaction des dispositions mentionnées à l'article 1 du présent arrêté.

Le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter du lendemain de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

L'astreinte sera liquidée complètement par arrêté préfectoral dès lors que les documents examinés seront jugés recevables par la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France.

Article 3 : Montant de la consignation

La procédure de consignation prévue à l'article L.171-8-II-1° du code de l'environnement, est engagée à l'encontre de la société SCAPNOR, pour les installations sises à BRUYÈRES-SUR-OISE – ZAE – Chemin du Bac des Aubins.

À cet effet, un titre de perception, d'un montant de **cent-treize mille-huit-cent-vingt-huit euros (113 828, 00 €)** correspondant au coût évalué (fourchette basse) des études, travaux et opérations de mises en œuvre des mesures compensatoires susvisé, est rendu immédiatement exécutoire auprès de la directrice départementale des finances publiques du Val-d'Oise.

Article 4 : Déconsignation

Après constats et validation par l'inspection des installations classées de la bonne mise en œuvre des études, travaux et opérations initiaux, et après réception du rapport à N+1 du suivi écologique par un bureau d'études, les sommes consignées pourront être restituées à la société SCAPNOR.

Cette somme fera l'objet d'un arrêté préfectoral de déconsignation.

Article 5 : Frais

Les frais inhérents à l'application des dispositions du présent arrêté sont à la charge de la société SCAPNOR.

Article 6 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 7 : Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

Article 8 : Conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 9 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de BRUYÈRES-SUR-OISE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le

09 MARS 2026

Le préfet,
Pour le Préfet,
La secrétaire générale

Hélène GIRARDOT